

**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center For Peace Studies

MIGRATION ET RÉSILIENCE DANS L'EST DU SÉNÉGAL

**CONTRIBUTIONS POSITIVES
À LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT**



POLICY

BRIEF

N° 2026-03 • Politique migratoire & Sécurité

Migration et résilience dans l’Est du Sénégal

Contributions positives à la prévention
de l’extrémisme violent

SÉNÉGAL

SAHEL

MIGRATION

THEME

Résilience communautaire

Transferts de fonds

Prévention de l’extrémisme

Développement territorial

Bakel • Goudiry

FONDATION

ROSA LUXEMBURG

Synthèse analytique des travaux du Timbuktu Institute dans l’Est du Sénégal

En partenariat avec la **Fondation Rosa Luxemburg**

Dakar, Sénégal • 2026

I INTRODUCTION

Fait social inscrit dans les mobilités humaines, la migration est souvent présentée sous un prisme à dominante sécuritaire, voire dramatique. Cette acception bien que légitimée par une volonté d'intégrer les drames et défis sécuritaires liés à la question, occulterait bien des dimensions de la migration qui, au-delà des statistiques, renferme une dimension contributive impactant considérablement les réalités socio-économiques aussi bien des pays d'origine que ceux de destination. Ces diverses représentations d'un fait social unique traduisent un certain contraste, témoignant du décalage de perceptions, notamment entre pays du Sud et ceux du Nord.

Dans le Sud-est du Sénégal, particulièrement les départements de Bakel et Goudiry situés dans la région de Tambacounda frontalière de la région de Kayes du Mali, la migration y constitue une dynamique sociale profondément enracinée au point d'être perçue comme une norme sociale. Aussi, ces deux départements brillent de par leur vulnérabilité à plusieurs niveaux. Tout d'abord, [les statistiques nationales de 2024 placent la région de Tambacounda parmi celles les plus pauvres du Sénégal](#). A cette vulnérabilité économique, se greffent les velléités intercommunautaires qui froissent la cohésion sociale. La combinaison de ces deux facteurs de fragilités socioéconomiques témoignent à suffisance de la nécessité de réduire ces frustrations dans la mesure où celles-ci ont alimenté, dans d'autres contrées, les griefs instrumentalisés par des groupes extrémistes assez habiles dans la manipulation de pareilles faiblesses à des fins de recrutement et de création de « couveuses locales », nécessaires à leur déploiement.

Mais, au-delà de l'approche strictement sécuritaire, dans quelle mesure la migration agit-elle dans le contexte de l'Est du Sénégal, comme un levier de résilience face à la précarité sociale et à la menace terroriste à partir du Mali voisin ? Dans le cadre du présent policy brief, après l'analyse du contexte géopolitique en lien avec l'évolution de cette zone de l'Est du Sénégal (I) ainsi que du cadre historique (II), l'on fera état du décalage qu'il peut y avoir entre l'approche strictement sécuritaire de la question migratoire et celle de résilience rarement prise en compte (III). Au terme de ces développements, il se penchera sur les défis et orientations stratégiques relatives à la question migratoire permettant, ainsi, d'appréhender cette question sous différents angles (IV).

II BAKEL ET GOUDIRY : CŒUR D'UN ESPACE FRONTALIER AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES COMPLEXES

Situés au cœur des dynamiques sahéliennes et en pleine zone frontalière entre le Mali et le Sénégal, les départements de Bakel et Goudiry cumulent des vulnérabilités aux facteurs à la fois endogènes et exogènes. Au niveau interne, la région de Tambacounda a cette particularité d'abriter une large diversité ethnique, symbole de brassage et d'ouverture aux pays frontaliers. Toutefois, derrière la solidité du tissu social, certaines velléités concourent à la fragilisation du vivre-ensemble. C'est le cas des tensions inter ou intra-communautaires et socioreligieuses qui y existent à l'instar de différends entre groupes ethnolinguistiques, de conflits agropastoraux, ceux impliquant des individus dits « castés » et les « nobles » ainsi qu'une relative fragilisation de la religiosité locale par la présence ou le transit de prédicateurs étrangers. Par ailleurs, même si cela relève, pour ceux qui le justifient, d'une normalisation sociale, l'esclavage par ascendance demeure pratiqué dans certaines localités, témoignant de l'ancrage de pratiques ancestrales et d'une « harmonie sociale de surface ».

Par ailleurs, sur le plan environnemental, l'hostilité climatique est caractérisée non seulement par une

érosion hydrique et éolienne des sols, mais aussi une dégradation accélérée de la faune et de la flore, en une absence criante de voies de communication entre les localités enclavées, malgré les efforts de dotation en infrastructures. Pourtant, la région dispose d'un potentiel naturel avéré non loin du Parc national du Niokolo-Koba. Les dynamiques socio-économiques complexes deviennent sources de questionnements, en plus d'une insuffisance des infrastructures scolaires, et sa classification parmi les 3 régions les plus pauvres du Sénégal.

A ces facteurs de vulnérabilités internes, s'ajoutent les facteurs externes dont la frontalité avec la région de Kayes où le JNIM a récemment intensifié son action jusqu'à y imposer un blocus. La prégnance de la menace sécuritaire est une réalité surtout avec l'attaque terroriste perpétrée par ce groupe à Diboli à quelque 2 kilomètres des frontières sénégalaises. Cette vulnérabilité témoigne de l'élasticité de la menace et de la porosité des frontières facilitant l'existence de tous types de trafic et la crainte d'un effet domino par les inconvénients du voisinage immédiat.

C'est dans ce contexte géopolitique qu'il faut appréhender les dynamiques actuelles dans la région de Tambacounda qui englobe en son sein les départements de Bakel et Goudiry où la migration est désormais inscrite au titre des dynamiques sociales renfermant historiquement une dimension assez structurée.

III UNE MIGRATION HISTORIQUEMENT STRUCTURÉE : DE LA SURVIE À LA RÉUSSITE SOCIALE

L'Est du Sénégal se singularise par l'ancrage d'une tradition migratoire qui s'est progressivement muée en une culture migratoire. Ainsi, [selon l'anthropologue Abdoulaye Kane](#), la migration est devenue, dans une certaine mesure, un marqueur de distinction sociale (au sens bourdieusien). « *A partir du moment où les migrants sont arrivés à se faire de petites fortunes et à prendre en charge des familles étendues, la migration s'est imposée dans l'esprit des jeunes, comme mode privilégié d'accès vers la réussite sociale* », note-t-il. Ce que l'anthropologue appelle « mode privilégié d'accès vers la réussite sociale » s'inscrit en réalité dans le temps et se décline en plusieurs phases. La première vague se situe à partir des années 1970, où la migration fut, dans un premier temps, saisonnière et entraînait des déplacements de populations soit vers les bassins arachidières de l'intérieur du pays, soit vers les zones de pêche. Par la suite, on observe des mouvements de population du type régional, notamment vers les pays d'Afrique centrale et de l'ouest, tels que la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, etc.

Avec les épisodes de sécheresse des années 1974, l'immigration a connu une grande intensité, obligeant les populations à se diriger vers les pays européens, motivée par la recherche de ressources financières pour soutenir les familles restées au pays. Avant cela, les anciens combattants et « navigateurs », [des travailleurs employés par la marine marchande et de la pêche industrielle internationale avaient ouvert la voie, suivis plus tard par des flux migratoires plus massifs vers l'Europe et principalement en France.](#)

A partir des années 1980, on note un durcissement des politiques migratoires notamment en France avec l'avènement de la récession économique mondiale, doublée d'un changement radical des politiques économiques françaises. [Cette restriction a poussé les candidats à la migration vers d'autres destinations tels que le nord de l'Italie et le Nord-est de l'Espagne.](#)

A travers ces différentes phases migratoires et compte tenu de son intensification actuelle, l'on note que l'émigration s'inscrit historiquement dans une logique de survie où les candidats quittent leur lieu de résidence en raison de contraintes socioéconomiques à la recherche de meilleures conditions de vie. Ce choix de mobilité renferme une dimension humaine, car souvent animé d'une volonté de prendre en charge la famille restée au pays. Finalement, la capacité à subvenir aux besoins sociaux perçue comme une réussite du point de vue

social, finit par se transformer en réalité sociale très en vogue chez les populations, particulièrement au sein de la frange jeune. C'est l'une des raisons pour lesquelles [53 % des personnes interrogées à Tambacounda dans le cadre d'une étude exprimaient ouvertement avoir l'intention d'émigrer](#). Cette culture migratoire, loin d'être anarchique, s'est aujourd'hui institutionnalisée via des associations de diaspora assez puissantes et dont l'action atténue progressivement l'approche sécuritaire d'une question éminemment complexe.

IV DÉCALAGES ENTRE L'APPROCHE SÉCURITARISTE ET LA DIMENSION CONSTRUCTIVE/RÉSILIENCE DE LA MIGRATION

La migration est-elle forcément une menace à la sécurité des pays de destination ? S'il est admis que l'histoire des sociétés humaines a toujours été teintée de migrations d'une part, et que celles-ci constituent, entre autres, une source de résilience socio-économique pour les communautés, d'où vient l'analyse dominante confinant la pratique au prisme sécuritaire ? Telle a été la question liminaire posée dans le cadre d'un webinaire organisé sur « **Migrations et résilience dans l'Est du Sénégal : Contributions positives dans la prévention de l'extrémisme violent** » par le Timbuktu Institute en collaboration avec la Fondation Rosa Luxembourg.

« La résurgence des partis d'extrême droite en Europe a contribué à réduire la migration, du point de vue des pays d'accueil, à une lecture essentiellement sécuritaire. Or, cette approche occulte la contribution économique des migrants, tant pour les pays d'accueil que pour les pays de départ. »

— Abdoulaye Kane, anthropologue[1]

L'anthropologue d'ajouter que dans le sillage de la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre : « La migration a presque été criminalisée. De plus, les clichés sur la démographie africaine ont alimenté l'idée selon laquelle les taux élevés de chômage des jeunes impliqueraient mécaniquement leur afflux vers l'Europe alors que la majorité de la migration est intracontinentale ». La lecture qu'il peut être fait de cette assertion est que l'approche sécuritaire de la migration n'est rien d'autre qu'une culture de bannissement de la migration dans la tradition de certains partis des pays de destination, mais aussi un cliché liant la migration au terrorisme et au boom démographique en Afrique. Pourtant, les chiffres montrent nettement que la plupart des migrations qui s'opèrent dans le continent africain, sont principalement intra-africaines. En témoigne [le rapport de l'Organisation internationale pour les Migrations](#) publié en 2024 selon lequel : « La migration a principalement lieu au sein du continent africain, plutôt qu'au-delà de ses frontières ».[2]

Qu'elle se fasse à l'intérieur du continent ou loin des frontières africaines, [la migration dans l'Est du Sénégal a cette singularité d'impacter positivement les ménages rien qu'à travers les envois conséquents de fonds à partir de l'étranger, notamment d'Europe, peu importe le niveau de revenus des migrants](#). Ainsi, un migrant de retour de Goudiry de déclarer : *Les ménages reçoivent beaucoup de transferts venant des migrants pour satisfaire leurs dépenses quotidiennes, construire leurs maisons et même investir. Mais la majeure partie de ces transferts c'est pour la prise en charge de leurs familles.* [3]

Outre cet appui en numéraire, la contribution des migrants à l'édification d'infrastructures sociales de base est visible dans le département de Bakel.

« Très vite, les migrants ont contribué à bâtir écoles et mosquées, à fournir le cheptel avant de participer directement à la production. Aujourd'hui, on peut affirmer que leur appui a permis d'améliorer l'accès aux services sociaux de base. Par exemple, tous les douze postes de santé ainsi que les lycées et collèges que compte la commune de Ballou (Bakel) ont été financés par la diaspora sans compter un fort appui à l'entrepreneuriat local à travers des unités de transformation, des boucheries, des marchés multifonctionnels, etc. »

— Mamadou Fadé[4]

Ce qui témoigne d'un soutien conséquent des revenus migratoires à l'État pour pallier certaines insuffisances en termes de fournitures de services. Ainsi, selon Bangaly Diallo :

Tout ce que l'État peine à assurer est en grande partie pris en charge par la diaspora ».[5]

Aujourd'hui, les migrations se sont organisées en associations afin de formaliser leurs actions et densifier leurs impacts au niveau de la population. *« Grâce à leurs associations, ils ont contribué à transformer de petits villages en bourgades dynamiques, renforçant ainsi la résilience socio-économique, tant au niveau familial que communautaire. On peut pour preuve mentionner l'association Tuabou Jikke, le Corédia (Comité de Rénovation de Diawara) ou encore l'Association des ressortissants de Goudiry ».*[6]

En réalité, les localités de l'Est du Sénégal sont exposées à nombre de défis, notamment la pauvreté, le chômage massif des jeunes, la précarité sociale, etc. Ce qui, non seulement, constitue un facteur multiplicateur des candidatures à l'émigration par quelque moyen que ce soit, mais aussi pousse les jeunes à l'exercice de certaines activités informelles, voire illicites. Néanmoins, les transferts des migrants pourraient réduire considérablement la pression économique.

Dans un contexte frontalier marqué par l'orpaillage et la contrebande, la disponibilité de ressources alternatives, telles que celles diasporiques, diminue l'attractivité des réseaux criminels qui pourraient être instrumentalisés par des groupes armés. La migration agit ainsi comme un mécanisme de mobilité sociale et de redistribution, limitant les opportunités de recrutement opportuniste. Selon cet animateur du développement territorial[7], la figure de l'immigré s'est tellement imposée comme modèle de réussite socio-économique au point que : *« si certaines zones demeurent relativement à l'écart des dynamiques de radicalisation extrémiste, c'est notamment parce que les jeunes peuvent encore s'identifier à cette perspective d'ascension sociale ».* Par ailleurs, même les dynamiques matrimoniales finissent par s'infléchir face à une pratique de plus en plus perçue comme l'une des rares clés de réussite sociale : *« Parfois, lorsqu'une famille demande la main d'une femme, il arrive parfois que la famille de cette dernière demande s'il existe des immigrés dans la famille de l'homme »*[8], atteste-t-il.

Ainsi, les flux migratoires ont généré des transferts financiers massifs, des investissements collectifs, une mobilité et une respectabilité sociales qui renforcent la cohésion, améliorent l'accès aux services de base et limitent indirectement le recrutement par les groupes extrémistes. **A travers ces aspects bénéfiques et constructifs, il est opportun de repenser la migration au-delà du sécuritaire, car cela signifierait lui reconnaître son potentiel structurant pour la stabilité et la résilience du Sénégal, particulièrement dans ces espaces frontaliers stratégiques.**

V DÉFIS PERSISTANTS ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Malgré ses contributions économiques et sociales significatives, la migration dans l'Est du Sénégal continue de soulever plusieurs défis structurels qui nécessitent une approche stratégique et coordonnée. Si les transferts financiers et les investissements de la diaspora contribuent à renforcer la résilience des communautés locales, ils peuvent également générer certaines vulnérabilités. L'un des principaux défis réside dans la dépendance excessive aux transferts de fonds, qui peut fragiliser l'autonomie économique locale et réduire les incitations à l'initiative de production ou d'entreprendre. [Des études montrent d'ailleurs que les ménages bénéficiant des participent moins activement au marché du travail.](#)

Par ailleurs, les bénéfices de la migration restent inégalement répartis entre les ménages disposant de migrants et ceux qui n'en ont pas, ce qui peut accentuer certaines fractures sociales au sein des communautés. De plus, une part importante des transferts financiers est orientée vers la consommation ou les dépenses sociales immédiates, tandis que les investissements productifs susceptibles de générer une croissance locale durable demeurent encore limités. Dans un contexte frontalier marqué par la pauvreté, l'enclavement et les risques sécuritaires liés à l'instabilité sahélienne, ces limites soulignent la nécessité de mieux structurer et orienter l'apport des diasporas afin d'en maximiser les effets de développement.

Face à ces défis, **plusieurs orientations stratégiques** peuvent être envisagées afin de transformer davantage la migration en levier durable de résilience territoriale.

En premier lieu	Il apparaît nécessaire d'institutionnaliser les partenariats entre l'État, les collectivités territoriales et les organisations de la diaspora afin de mieux coordonner les initiatives de développement local et d'assurer une meilleure articulation entre les priorités nationales et les investissements des migrants.
Ensuite	La mise en place d'un fonds d'investissement dédié à la diaspora, en partenariat avec les associations de migrants et les institutions publiques, pourrait favoriser le financement de projets productifs dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la transformation des produits locaux, l'entrepreneuriat des jeunes et l'autonomisation économique des femmes. Une telle initiative contribuerait à transformer les transferts migratoires en véritables leviers d'investissement territorial.
Par ailleurs	Dans un espace frontalier marqué par des dynamiques sécuritaires complexes, le développement d'une coopération transfrontalière renforcée entre le Sénégal et le Mali apparaît essentiel pour sécuriser les projets communautaires, encourager les échanges économiques licites et prévenir l'instrumentalisation des vulnérabilités locales par des réseaux criminels ou extrémistes.
Enfin	Il conviendrait d'intégrer pleinement la contribution de la diaspora dans les politiques nationales de développement, notamment dans le cadre de la Vision Sénégal 2050. Cela pourrait passer par la promotion de mécanismes de co-investissement avec les collectivités territoriales, l'encouragement du retour d'investisseurs issus des diasporas et le développement de programmes innovants tels que des dispositifs de micro-assurance communautaire destinés à protéger les initiatives locales contre les chocs climatiques ou économiques.

Ainsi structurée et mieux accompagnée par des politiques publiques adaptées, la migration pourrait devenir non seulement un vecteur de mobilité sociale, mais également un instrument stratégique de développement territorial, de cohésion sociale et de prévention des vulnérabilités sécuritaires dans l'Est du Sénégal surtout dans un contexte marqué par le débordement de l'épicentre du terrorisme vers les pays côtiers.

Sources et références

1 - Anthropologue et Professeur associé à l'Université de Floride, panéliste au webinaire « Migrations et résilience dans l'Est du Sénégal : Contributions positives dans la prévention de l'extrémisme violent »

2-<https://www.iom.int/fr/news/nouveau-rapport-sur-la-migration-en-afrique-le-conflit-entraîne-des-deplacements-dans-un-contexte-de-chocs-climatiques-croissants>

3 - Entretien avec un migrant de retour, Goudiry, février 2026.

4 - animateur de développement territorial, panéliste au webinaire « Migrations et résilience dans l'Est du Sénégal : Contributions positives dans la prévention de l'extrémisme violent ».

5 - Expert en développement local, panéliste au webinaire « Migrations et résilience dans l'Est du Sénégal : Contributions positives dans la prévention de l'extrémisme violent ».

6 - Ibidem

7 - Mamadou Fadé, animateur de développement territorial.

8 - Ibid.

Études du Timbuktu Institute citées : timbuktu-institute.org/publications

Copyright Timbuktu Institute – African Center for Peace

Studies Mars 2026